

Plan de verrouillage des législatives et municipales

Les formations politiques d'opposition répondent à Atanga Nji

Affaire assainissement de Yaoundé VI

La vaine polémique

P.5

Marche du SDF

Jean Michel Nintcheu et Joshua Osih interpellés

P.4



● *Malgré la mise en garde récemment proférée par le Minat à leur endroit sur les tentatives de trouble à l'ordre public, elles comptent ne pas se laisser marcher sur les pieds par la tutelle.* P.5

Services publics

Lieux par excellence du gaspillage

P.8

Région de l'Est

Des réfugiés Centrafricains transformés illégalement en Camerounais

P.2



Région de l'Est

Des réfugiés Centrafricains transformés illégalement en Camerounais

Cette situation crée une situation d'insécurité supplémentaire dans un contexte où le Cameroun doit maîtriser l'effectif réel des nationaux.

La région de l'Est doit désormais faire face au phénomène des migrants qui continuent d'arriver sur son sol. Elle est d'ailleurs classée parmi les trois régions en proie à l'insécurité avec 450 000 personnes venues de la République Centrafricaine, selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). De quoi attirer l'attention des pouvoirs publics. Ces arrivées massives sont en outre source de conflit avec les populations locales Camerounaises lorsqu'il s'agit du processus d'acquisition des terres. Selon une enquête conduite par l'institution Confucius, il est démontré que des Centrafricains obtiennent la nationalité Camerounaise faisant d'eux, des personnes à double nationalité.

Cette situation oblige dès lors les acteurs de la société civile à se questionner sur le processus d'obtention d'une autre identité alors même que

l'Etat du Cameroun ne maîtrise pas encore totalement les mouvements migratoires à Mandjou, la localité de la région de l'Est, concernée par cette situation.

Causes et conséquences

Au premier regard, l'octroi par les officiers d'état civil des actes de naissance est la clé de voûte de ce phénomène qui a pris de l'ampleur puisque les Centrafricains accueillis à cause de l'instabilité politique dans leur pays, sont par ailleurs devenus propriétaires terriens. Ce qui pose bien évidemment d'autres problèmes que les autorités traditionnelles et administratives ont, ou auront, de la peine à juguler selon que l'on se situe à cours ou à long terme.

Du coup, l'Osc propose que la situation des officiers d'état civil soit améliorée, que les contributions à une cartographie villageoise affichée dans les chefferies soient effective afin d'éviter des situations dif-



Refugiés reconvertis

ficiles à maîtriser. Par ailleurs, dans le cadre de l'appui au processus d'acquisition des terres dans cette localité de la région orientale du Cameroun, l'Ong propose un cadre de concertation multi-acteurs

réunissant la Commune et les populations locales.

Au final, il s'agit pour l'Osc qui prend part à la semaine du foncier d'inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'anticipation et que le plai-

doyer soit tourné vers la révision du cadre légal en tenant en compte les spécificités qui s'imposent à chaque partie prenante.

Hervé Ndongbong

Electricité

Les délestages hantent le ministère de l'eau et de l'énergie

Il s'agit pour ce département ministériel au cours de l'année qui s'ouvre, de disposer d'un plan de réponse efficace.

Le ministère de l'eau et de l'énergie (Minee) doit faire face au phénomène de coupures d'électricité dans certaines régions, ce qui oblige Gaston Eloundou Essomba, son patron, à trouver des réponses pour la population.

C'est d'ailleurs à ce titre que le ministre appelle ses collaborateurs à méditer sur « l'intensification du contrôle de la qualité du service public d'électricité et d'eau à travers les missions de veille permanente mises en place au MINEE pour réduire les périodes d'interruptions observées dans certaines parties du pays ».

Dans la même veine, le Ministre invite son personnel à porter une attention particulière en ce qui concerne « le suivi des projets et travaux des infrastructures d'eau et d'énergie, la mise en service en 2019 des nouveaux ouvrages de production

d'énergie de Memve'ele et Mekin, le suivi des autres projets d'infrastructures de production et de transport d'eau et d'énergie en cours de construction ». Dans cette stratégie qui devrait permettre de compenser les déficits en énergies, « l'accompagnement des collectivités territoriales décentralisées dans le cadre de la décentralisation » et « les approches innovantes pour l'entretien des infrastructures d'eau et d'énergie déjà en service ».

Les entreprises Eneo et Sonatrel sont également interpellées dans ce processus de réforme car, d'après Gaston Eloundou Essomba, « pour ce qui est de l'électricité, la meilleure qualité du service public passera par la réduction sensible du nombre mais aussi du temps de coupure ». Sont ainsi donc attendues des responsables du Minee des propositions d'indicateurs fiables pour permettre aux



Gaston Eloundou Essomba le Minee

concessionnaires ENEO et SONATREL de travailler dans ce sens conformément aux contrats qui les lient à l'Etat. Cette opération devra aller au-delà des limites des équipements de travail qui « ne sont

pas des plus idoines » et pour lesquels le Minee tente « d'y remédier, dans la mesure de nos moyens ».

La conférence des services centraux et déconcentrés du 23 janvier se situe comme un cadre

interpellateur d'autant plus que le thème des travaux est « Amélioration de la qualité du service public de l'eau et de l'énergie : enjeux et défis ».

Hervé Ndongbong

Lycée Bilingue de Bertoua

L'APEE rétrocède 07 salles de classe à l'État

La cérémonie d'inauguration des nouvelles salles de classe construites par le bureau des parents d'élèves était présidée par le préfet du Lom et Djerem.

Le 31 octobre 2018, le Lycée Bilingue de Bertoua a été victime d'un sinistre. Cette situation malheureuse a privé 569 élèves de leurs salles de classe. Elle a en même temps suscité l'intervention énergique et très efficace des autorités administratives locales.

Ce lycée mixte qui fonctionne avec deux sections francophone et anglophone à cycle complet qui a été créé par arrêté N°: 1/A/501/MINEDUC/CAB. Selon le proviseur, le Lycée Bilingue de Bertoua est logé dans les anciennes structures d'un camp militaire ayant servi pendant la période coloniale.

La livraison de ces 07

salles de classe vient redonner du sourire à toute la communauté éducative du lycée bilingue de Bertoua. « C'est un sentiment de joie qui nous anime en ce jour où le lycée bilingue de Bertoua après le sinistre du 30 octobre dernier vient de recevoir ces 7 salles. Les enseignants du lycée disent merci à l'APEE pour ce dynamisme, cette promptitude et cette efficacité. Nous pensons que ces salles de classe nous galvanisent à continuer notre job avec abnégation », manifeste François Etongue, président de l'Amicale du lycée bilingue. Pour Caroline Mbida, présidente de l'association des parents d'élèves et enseignants (APEE), après la construction de ces salles



Pendant la cérémonie

de classe, son bureau et elle envisagent de construire encore huit autres dans l'établissement avec un bâtiment R+1.

Bossis Ebo'o

Est

Le Ndé célèbre sa culture

Pendant une semaine à Bertoua, chef-lieu de la région, les originaires de cette communauté présenteront les vertus de leur tradition.

Depuis le lundi 21 janvier jusqu'au 26, les originaires du Ndé dans la région du Soleil Levant, présentent les richesses ancestrales de chezeux dans le cadre d'une semaine culturelle du Ndé. Ils envisagent construire une synergie ambiante entre ces fils et filles résidant à l'Est. Selon Mbeu Kuibou Nougua, président du comité technique d'organisation, « le Ndé est un creuset de la culture dans l'ensemble de l'Afrique en général et dans notre pays le Cameroun en particulier. Nous ne voulons pas que la culture de nos ancêtres soit meurtrie dans la région de l'Est qui est devenue pour nous et notre progéniture une seconde ré-

gion, suite à son hospitalité légendaire. Il faut une bonne vulgarisation de notre culture, la perpétuité et la transmission à nos enfants ». Le département du Ndé regroupe environ 13 chefferies supérieures représentées à l'Est au sein des mouvements associatifs.

Leur particularité sera présentée et valorisée durant cette semaine culturelle qui se tient au foyer du Ndé de Bertoua, sous la présidence d'Emmanuel Victor Nana, coordonnateur général de la semaine culturelle. Les participants de ce rendez-vous font ressortir les différents arts culinaires, traditionnels et culturels de chaque localité. Cette semaine, selon les organisateurs, a pour but de faire revivre la culture qui se pratique dans



Pendant la cérémonie

les lieux ancestraux. Pour eux, ce rendez-vous, n'est pas une exhibition, mais plutôt un lieu par excellence de promotion de la culture du département du Ndé à Bertoua.

L'ouverture officielle de cette semaine culturelle s'est faite par une grande caravane qui avait pour itinéraire la place des fêtes de Bertoua au foyer Ndé avec la participation

des associations « Bاندounga, Bangangté, Bahouoc, Balengou, Batchingou, Bakong, Bazou de Nkoh-Fi, Bangoua, Fogan, Bamaha.

Bossis Ebo'o

Marche du SDF

Jean Michel Nintcheu et Joshua Osih arrêtés

Aucun des trois arrondissements qui devaient abriter la manifestation publique du parti politique de Ni John Fru Ndi n'a pourtant vu défiler les manifestants.

Comme on pouvait s'y attendre, la marche orchestrée par le Social Democratic (Sdf) n'a pas eu lieu. Pourtant prévue hier mercredi dans trois arrondissements de la ville de Douala, aucune de ces rues n'a enregistré des manifestants.

C'était un mercredi comme tous les autres, avec pour seule différence la présence des forces de maintien de l'ordre dans certains artères de la ville. Dans chacun des trois arrondissements devant abriter la manifestation pacifique, des véhicules de gendarmerie, de police, de la délégation régionale de la sûreté nationale ainsi que des véhicules personnels sans aucun insigne étaient garés non loin des lieux de manifestation. Au lieu-dit salle des fêtes d'Akwa, aucun de ces véhicules ne sillonnait le coin. Ils étaient presque tous stationnés au même endroit. Soit avant et juste après le rond-point dudit lieu. Par ailleurs lieu de départ de la vague de Douala 1er.

Seulement, aucun manifestant ne se voyait à l'horizon. Ce qui n'a pas empêché les agents des forces de l'ordre présents de jeter des regards vigilants sur toutes les per-



Jean Michel Nintcheu et Joshua Osih arrêtés



sonnes qui s'arrêtaient, causaient ou empruntaient ce chemin. Un fait qui ne concernait bien évidemment pas les élèves et écoliers qui prenaient le chemin de la maison. C'est ainsi qu'à plus d'un quart d'heure du début de la marche, il n'y avait personne. Pourtant, Jean Michel Nintcheu, député Sdf et instigateur de la marche est descendu dans les rues la veille invitant les populations, via des tracts, à se joindre au parti auquel il appartient pour cette cause qu'il a qualifiée de

noble. Notamment « l'indignation contre les pratiques mafieuses ayant provoqué le retrait humiliant de la CAN 2019 et surtout de l'impunité scandaleuse qui s'en est suivie », laissait indiquer la déclaration de manifestation envoyée aux sous-préfets de Douala 1er, 3e et 5e. Qualifié de « trouble à l'ordre public » pour certains et de « menaces graves de troubles à l'ordre public au regard de son objet et risques de perturbation de la libre circulation des per-

sonnes ainsi que des biens sur l'itinéraire choisi» pour d'autres, la manifestation qui étaient prévue à 13heures, jusqu'à 16heures hier n'avait toujours pas eu lieu.

Des interpellations

Sortis plusieurs heures après celle dédiée à la marche, les cadres du Sdf ont été interpellés au lieu-dit Douche municipale à Akwa. Joshua Osih et Jean Michel Nintcheu ont selon une source, été arrêtés et emmené vers une destina-

tion inconnue. Malgré la foule présente sur les lieux, les forces de maintien de l'ordre n'ont pas hésité à lancer le gaz lacrymogène pour disperser les curieux venus nombreux. Quand nous allions sous presse, nous avons appris par Jean Robert Wafo, ministre de la communication du shadow cabinet, qu'Osih avait été libéré. Nintcheu quant à lui demeurait introuvable, jusque lui aussi soit libéré après deux heures d'arrestation.

Michèle Ebongue

Nord

L'objectif sécuritaire de mise

Le Gouverneur Jean Abaté Edi'i a la volonté de renforcer les mesures de sécurité.

Au cours de la réunion de coordination administrative et de sécurité qui a eu lieu à Guider, les autorités administratives ont été interpellées sur la question. Ce, dans le cadre des directives données par le gouverneur, Jean Abaté Edi'i. Il est question de redoubler d'efforts pour que confiner la région dans le calme et la sérénité, en

neutralisant les malfrats. « Sans la discipline, la société sera encline au désordre. Elle me permettra d'apprécier chaque situation et de transmettre à la plus haute hiérarchie des informations fiables pour un pays émergent en 2035 », a indiqué le gouverneur de la région. Dès lors, il faut s'attendre à un renforcement des mesures de sécurité. L'année 2019 qui regorge un grand challenge dans

l'accélération des processus de la décentralisation et aussi une année électorale. Cette rencontre à Guider a permis d'évaluer le chemin parcouru dans un certain nombre de secteurs. Pour le Gouverneur Jean Abaté Edi'i, il importe pour ceux des responsables qui évoluent en marge de la discipline générale, de revoir leur façon de travailler. Il importe de faire asseoir des relations de confiance

où l'accueil des usagers doit faire l'objet d'un cheval de bataille pour humaniser l'administration. Les détournements des deniers publics, la corruption et la mauvaise exécution des marchés publics ont été blâmés.

« Chaque responsable doit se soumettre à un examen de conscience publique. Suis-je assez performant chaque jour, disponible et digne de percevoir un salaire, puis-je justifier un

emploi quelconque. Gardez-vous de vivre au-dessus de vos moyens. Nous n'avons tous qu'un seul Cameroun à développer où nous ne sommes pas en transit. Ceux gagnent les marchés publics ne doivent pas se comporter comme des étrangers, mais en patriotes. Sans ce patriotisme et les aptitudes de construire ce pays, vous devez vous en abstenir » a-t-il conclu.

K.J

Législatives et municipales

Les formations politiques ne veulent pas céder aux mises en garde du Minat

Les propos d'Atanga Nji à leur endroit entraînent des réactions.

Durant la cérémonie de présentation des vœux au ministre de l'administration territoriale, Paul Atanga Nji, mardi dernier, celui-ci a mis en garde les partis politiques, alors que 2019 est en principe une année électorale. Si la préservation de la sécurité demeure l'une des préoccupations du Minat, ce dernier s'est fendu en propos vis-à-vis des formations politiques, leur rappelant que « le ministre de l'administration territoriale assure la tutelle des partis politiques... ». Il entend ainsi travailler sans relâche pour que les lois de la République soient respectées. « Vous convenez avec moi que dans un environnement de désordre, rien de bon ne peut se faire ». Du coup, une fois de plus, gouverneurs, préfets, sous-préfets... seront mis à contribution. On parle d'une mobilisation de l'Etat tandis que des partis comme le Mrc, qui n'ont pas encore jeté l'éponge de la présidentielle, compte battre le pavé le 26 janvier prochain.

Le discours du Minat passe mal chez les opposants
Les oukases du Minat ont



Maurice Kamto, Cabral Libii et Ni John Frudi

entraîné des réactions. Du côté du Mrc, Alain Fogué, secrétaire national au trésor, nous indique que « Atanga Nji n'a qu'à dire ce qu'il veut. Pour moi, il appartient à un gouvernement qui a volé les élections. C'est l'un des bénéficiaires des fruits du hold-up. Il ne peut donc pas tenir un autre discours que celui-là ». Malgré les propos du Minat, le Mrc se dit serein et en pleine préparation de sa marche. Pour le Sdf, par la voix de Jean Robert Wafo, ministre de la communication du shadow cabinet, « le ministre AtangaNji se parle à lui-

même. Et cela ne surprend personne. La position du Sdf a été mentionnée dans les résolutions du dernier comité exécutif : tant que la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest n'est pas résolue, à travers le dialogue national développé dans le cadre d'une commission vérité, réconciliation et reconstruction, le Sdf s'opposera avec véhémence à la tenue de toute élection législative et municipale sur le territoire national. AtangaNji gagnerait à porter ces recommandations à son patron ». Pour le Sdf, la tenue des législatives

et des municipales dépend du retour de la paix dans les régions en crise.

Pour le parti Univers, par le truchement de son responsable pool communication, Denis Omba, « le Minat confond l'organisation des élections à la gestion de la sécurité publique. Il est compétent dans la gestion de la paix, non en ce qui concerne la gestion et l'organisation des élections. Nous sommes surpris que le Minat se verse dans les déclarations où il n'est nullement compétent. AtangaNji ne doit pas parler des élections, car la loi et le code

électoral ont sorti les préfets, sous-préfets... de leur organisation. Pour nous, il se passe comme si le Rdpc veut convoquer l'élection des conseils régionaux avec les conseillers municipaux actuels dont les mandats sont forclos ». Il ajoute à cet effet que « Nous n'avons rien à faire avec le Minat. Il n'a pas la qualité pour nous interdire de manifester ou pas. Les libertés publiques sont inscrites dans notre constitution. Si le Minat pense pouvoir nous menacer, ou nous faire peur, cela ne nous arrêtera pas ».

Kami Jefferson

Affaire assainissement de Yaoundé VI

La vaine polémique

Depuis quelques jours, la polémique enfle. En cause, l'initiative prise par le ministre de l'habitat et du développement urbain (Minhdu) de procéder à quelque opération d'assainissement à Yaoundé VI.

Lehic, selon certains, aura été la présence des camions de la commune de Bangangté (où l'actuel Minhdu est maire) à Biyem Assi, en train de vidanger les fosses qui se trouvent à la descente Acacia, baptisée Carrefour Caca et qui fait dégouliner souvent d'eaux usées aux odeurs nauséabondes. Réagissant sur le sujet dans les colonnes de nos confrères, YokiOnana,

maire de Yaoundé VI, a parlé d'une inélégance de la part du ministre Ketcha Courtes. « Je n'ai jamais été approché par qui ce soit. Je suis surpris de constater que des camions d'assainissement estampillés commune de Bangangté se retrouvent en train d'effectuer des travaux », a-t-il soutenu. Au Minhdu où nous nous sommes rendus, une source fiable indique sous cape que « nous sommes la tutelle des villes. Le mi-

nistre ne peut pas poser un acte non républicain. Elle a posé un acte auquel on doit même ajouter l'arrosage à Nkolmesseng (Yaoundé V, Ndlr). On ne peut pas empêcher les gens de polémiquer ». Du côté du maire YokiOnana que nous avons joint hier au téléphone, même s'il estime toujours qu'on aurait dû l'en informer au préalable, il n'a cependant rien contre l'acte posé par Ketcha Courtes. « C'est effectivement par les ré-

seaux sociaux que j'ai appris les actions de madame le ministre à Yaoundé VI. Je n'ai pas dit qu'il fallait qu'on demande mon avis. On aurait pu quand même m'informer. La preuve, quand elle est descendue à Yaoundé V, la maire en a été informée. Pareil à Yaoundé IV. Pourtant, je salue l'action qu'elle est venue mener. Je suis très heureux pour mes populations. C'est un problème que j'ai pris à bras le corps depuis que

je suis là, mais je n'ai pas les mêmes moyens que le ministère », nous a-t-il confié.

Rappelons que le problème que posent les eaux usées à Biyem Assi est assez vieux. Ce n'était d'ailleurs pas la première fois que l'on procédait à une vidange. D'ailleurs, ces eaux ont de nouveau refait surface. D'aucuns accusent la vétusté de la canalisation.

Kami Jefferson

Emprunt obligataire

L'Etat se lance à la recherche de 100 milliards en juin 2019

Au mois de juin 2019, le Trésor public camerounais devrait en principe, repartir sur le Douala Stock Exchange (DSX), la bourse des valeurs mobilières du pays, pour un nouvel emprunt obligataire d'un montant de 100 milliards de francs Cfa, révèle le calendrier indicatif annuel des opérations sur les titres publics, mis à la disposition de la Banque centrale des Etats de la CEMAC (BEAC) par le ministère des Finances.

Cette opération sera le 6ème appel public à l'épargne de l'histoire des finances publiques camerounaises, après le tout premier lancé en décembre 2011. Jusqu'ici, toutes ces opérations de lever de fonds auprès du grand public, en vue de la réalisation de grands projets d'infrastructures, ont été couronnées de succès. Pour rappel, en novembre 2018, le 5ème emprunt obligataire de l'Etat du Cameroun avait été sursouscrit, les investisseurs ayant servi au Trésor public une enveloppe de 204 milliards de francs, sur une demande initiale de 150 milliards de francs Cfa. Une autorisation de surallocation



L'Etat se lance à la recherche de 100 milliards en juin 2019

délivrée au gouvernement par la Commission des marchés financiers (CMF), le régulateur du marché boursier local, avait finalement permis à

l'Etat d'empocher 200 milliards de francs Cfa. Avec son 5ème emprunt, l'Etat du Cameroun a déjà mobilisé une enveloppe globale de 795 milliards

de francs Cfa sur le Douala Stock Exchange depuis 2011, à des taux d'intérêts oscillant entre 5,5 et 5,6%. La nouvelle opération envisagée, en

cas de succès, portera la cagnotte déjà levée sur ce marché à 895 milliards de francs Cfa, sur une période de 8 ans.

Oscar Onana

Port de Kribi

Accostage du tout premier bateau commercial

En provenance de Chine et transportant de la tuyauterie pour le projet d'approvisionnement en eau potable de la capitale camerounaise, à partir du fleuve Sanaga, le tout premier bateau commercial a accosté le 21 janvier 2019 sur le terminal polyvalent du port en eau profonde de Kribi, au sud du pays.

Ce premier navire consacre ainsi la mise en service de cet autre terminal de l'infrastructure portuaire la plus importante sur toute la côte ouest-africaine (avec un tirant d'eau de 16 mètres), après le terminal à conteneurs opérationnel depuis mars 2018. Après le désistement de la société française Necotrans, tombée en faillite après avoir remporté le contrat de concession du terminal poly-

valent de Kribi, cette infrastructure est actuellement opérée en régie par KPMO. Ce consortium camerounais, déjà adjudicataire du contrat de concession avec Necotrans, a signé un contrat d'exploitation de 2 ans avec le port autonome de Kribi. Ceci, en attendant le recrutement d'un nouveau concessionnaire, suite au nouvel appel international à manifestation d'intérêt, qui a permis de shortlister cinq concurrents.

Oscar Onana



Le tout premier bateau commercial a accosté le 21 janvier 2019 sur le terminal polyvalent du port en eau profonde de Kribi, au sud du pays.

Planning of the 2nd phase of the 2035 vision

Workshop to finalize the report on the review of development policies carried out between 2010 and 2018 underway in Yaounde

During the opening ceremony on Wednesday January 23, 2019 it was revealed that the poverty rate in Cameroon reduced by 2.5% during this period.

Over 70 participants are currently taking part in a two day workshop on the planning of the 2nd phase of the 2035 emergence vision and to finalize the report on the review of development policies carried out between 2010 and 2018 by the Ministry of Economy, Planning and Regional Development.

Speaking to the press after the opening ceremony, the Minister Delegate at the Ministry of Economy, Planning and Regional Development, Paul Tassong reviewed government's policies for the past 9 years. "As of today, we have fallen short slightly of about 1% in growth. We are somewhere between 4.5 - 5% annual growth rate by the end of the planning cycle and we can call it good progress even though we didn't quite attain the objectives", the minister said.

Mr Tassong said despite the external forces that made the economy not to grow as expected, a lot of

progress has been made. "The poverty rate of the country has improved but not as much as we would have loved it to be. Poverty actually fell by about 2.5% from 39% to about 36.5%, which is not good enough. We are looking forward to bringing poverty down to 30%. We have a sustained economic growth but so long as this growth does not translate into improving the quality of life of Cameroonians, we think we still have a lot to do", he added. The growth and employment strategy paper comes to an end at the end of 2019, by the 1st of January 2020; the government is looking forward to having a new planning instrument. To make sure the ground is prepared, for the elaboration of the new planning instrument, it was primordial for the participants to measure the distance walked between 2010 and 2018. So, the participants for two days are going to validate this report, see where they did well and more particularly to identify the shortcomings for the



Minister Paul Tassong and participants at workshop

exercise in order to ensure that the new planning cycle takes care of the shortcomings to put Cameroon on the right path of marching towards emergence by 2035.

The first phase of the road

to emergence covered the period 2010-2018 and intended to modernize the economy and to accelerate economic growth. The 2nd phase will cover the period 2020-2027 and intends to make Cameroon a middle-

income country while the 3rd and last phase will run from 2018-2035 aimed at making Cameroon an industrialized and emergent country.

By Amos Muang Nsah

Consommation

La consommation finale au Cameroun se situe à 6,9% au 3^e trimestre 2018

Au troisième trimestre de 2018, la consommation finale au Cameroun s'est accélérée pour se situer à 6,9% après 5,5% observé au trimestre précédent. C'est l'information que donne l'Institut national de la statistique (INS) dans une note qu'elle vient de rendre publique.

Comme au trimestre précédent, indique l'INS, la croissance du PIB au troisième trimestre 2018 est principalement tirée par la consommation finale. Sa contribution à la croissance s'élève à 5,4 points. Cette force de la

consommation finale provient du comportement de ses deux composantes privée (2,7 points) et publique (2,6 points). L'évolution à la hausse de la consommation publique se justifie par une importante augmentation des achats de biens et services, en liaison notamment, avec

l'accroissement des dépenses supplémentaires de sécurité et de l'organisation de l'élection présidentielle d'octobre 2018.

Parallèlement, l'augmentation de la demande de l'ensemble des produits du secteur secondaire à l'exception des produits de l'indus-

trie chimique a permis à la consommation privée de poursuivre son évolution à la hausse. Il s'agit principalement de l'augmentation de la demande des produits de l'élevage et de la pêche dans le secteur primaire, des produits de la transformation agricole, de l'industrie de la fabrica-

tion des boissons, de la fabrication des meubles et de l'industrie du textile dans le secteur secondaire, et, enfin des services de téléphonie mobile, des services des professions scientifiques et techniques dans le secteur tertiaire.

Oscar Onana

Mouvements d'humeur dans les hôpitaux

Les personnels médico-sanitaires font marche arrière

Une concertation entre le ministre de la santé publique et les présidents des syndicats a aidé à désamorcer la bombe.

C'est le dialogue social qui a finalement été privilégié pour l'amélioration des conditions de travail des personnels de santé. La concertation intervient après des revendications précises des personnels médico-sanitaires. Revendications qui avaient été à l'origine de la grève observée par les mêmes hommes en blouse au cours de l'année 2017. Selon Sylvain Ngah Onana, le président de Cap Santé, « la non-application du décret accordant des primes aux personnels médicaux et paramédicaux de l'Etat relevant du code du travail, la non-application totale du décret du 13 décembre 2013 fixant les modalités d'attribution des quote-parts sur l'ensemble des prestations à titre onéreux aux personnels médicaux et paramédicaux exerçant dans les formations sanitaires publiques... il s'agit de 13 points ». C'est après concertations que les syndicats Cap santé et Sympes

ont décidé de suspendre le dernier préavis d'arrêt de travail. Mais, cette suspension n'est pas synonyme de capitulation : « on ne peut pas nous dire que le ministère des finances a déjà bouclé et qu'on attende le mois prochain. Lorsqu'on se retrouve le mois suivant, le ministère des finances n'est pas présent. Le ministre de la santé instruit ses collaborateurs pour respecter le décret relatif à l'attribution des quote-parts, mais lesdits collaborateurs ne respectent rien. Nous donnons un peu de temps. Par rapport au nouveau ministre, on a eu un petit glissement de date ».

Le gouvernement dit avoir écouté les syndicalistes. Les 13 revendications soulevées ont été abordées et débattues au cours du conclave. Des solutions à court, à moyen et à long terme ont été adoptées par les parties. Un cadre de dialogue permanent suivra la mise en œuvre des résolutions prises en attendant mars 2019.

K.J.



Le ministre de la santé, Manaouda Malachie

Services publics

Lieux par excellence du gaspillage

La circulaire relative à l'exécution budgétaire au cours de l'exercice 2019, qui encourage les administrations publiques camerounaises à diminuer les différentes consommations, semble ne pas porter de fruits.

Lundi dernier, alors que nous nous retrouvions dans un service public, nous avons observé un agent de l'Etat passer 02 coups de fil pendant plus d'une heure de temps chacun. Le premier concernait certainement un membre de sa famille, tandis que le deuxième était relatif à ses business personnels, si l'on s'en tient à la quintessence de ses propos. Ce cas n'est nullement isolé. Tant il est vrai que les services publics sont deve-

nus, des lieux par excellence du gaspillage à outrance de l'eau, de l'énergie électrique et du téléphone. Les agents de l'Etat usent et abusent de ces biens mis à leur disposition gratuite par l'Etat pour leur confort au service. Plus grave, certains proches quittent leurs domiciles pour venir passer gratuitement des coups de fils dans les bureaux de leurs connaissances.

On se souvient que, dans le cadre de la préparation de la Loi de finances 2019, le président Paul Biya a

signé, le 20 juin 2018, une circulaire qui fixe le cap à atteindre dans le budget qui sera définitivement arrêté. Parmi les objectifs fixés par le chef de l'Etat, celui-ci prescrit le réajustement des inscriptions budgétaires en tenant compte des mesures de rationalisation suivantes : « l'application de la nouvelle procédure de traitement des consommations publiques d'eau », et « la définition des quotas de consommation de téléphone par administration et par responsable ».

Il faut relever que ces dépenses à tue-tête ne sont pas sans conséquences. Car, en 2017, par exemple, le gouvernement, à travers ses administrations publiques, s'est retrouvé avec une ardoise de 38 milliards FCFA, représentant les factures impayées d'eau à régler auprès de la Cameroon Water Utilities Corporation (Camwater), société publique en charge des infrastructures et la Camerounaise des Eaux (CDE), entreprise privée responsable de la distribution de l'eau.

D'après les chiffres communiqués par la Cameroon Telecommunications (Camtel), opérateur historique des télécoms au Cameroun, l'Etat et ses démembrements concentrent la plus grande partie des créances d'un montant estimé à plus de 65 milliards FCFA.

Il reste toutefois que ce n'est pas la première fois que le chef de l'Etat fait ces prescriptions en faveur de la réduction de la dépense publique.

Rosette Ombessack

Mefou et Akono

Un projet pastèque lancé

Ledit projet a été présenté au ministre de la promotion de la femme et de la famille, Marie Thérèse Abena Ondo, au cours d'une visite guidée.

La visite du champ expérimental de pastèque à Mbankomo par le Minproff, a donné l'occasion aux femmes et filles rurales de la Mefou et Akono, d'étaler leurs acquis. Selon Arienne Mvondo, présidente du regroupement pour la promotion des femmes et filles de la Mefou et Akono, « le projet pastèque se fait avec des méthodes culturelles modernes. Même si c'est la saison sèche, il y a des méthodes qui permettent de bénéficier d'une certaine fraîcheur de la terre ». Résolues à constituer un maillon important de la chaîne pour le développement de ce département, elles se sont lancées dans la production à grande échelle et la commercialisation de la pastèque. « Nous militons pour l'autonomisation de la femme rurale. Tout ce qui peut nous rapporter quelque



Marie Thérèse Abena Ondo, le Minproff

chose, on entre dans cette filière et on cherche des finance-

ments ».

Au cours de cette visite guidée, les femmes et

filles rurales de la Mefou et Akono en ont profité pour faire état

de leurs difficultés et de leurs besoins.

K.J.

Ebolowa

Une fillette de 03 ans trouve la mort par noyade

La scène s'est déroulée hier au lieu-dit quartier Ecombité.

Le quartier Ecombie de la ville d'Ebolowa est en émoi depuis hier. Et pour cause, une fillette, la nommée Annie Esther âgée de 03 ans, est passée de vie à trépas. Selon le témoignage de sa grand-mère Samantha, la fillette n'était pas revenue des classes

depuis mardi en compagnie de sa sœur jumelle Maéva, comme d'ordinaire. Par conséquent, les recherches se poursuivaient. C'est donc hier que la découverte macabre a été faite.

En effet, le corps sans vie d'Annie Esther a été retrouvé dans une rivière située derrière le stade municipal de

Convos. Localité située à environ un kilomètre de l'école annexe groupe 02 d'Angoulou, où la victime était élève.

C'est la grande consternation au sein de la famille endeuillée, qui dit ne pas comprendre comment la petite fille a pu se retrouver toute seule de ce côté-là.

Après qu'un médecin lé-

giste a confirmé le décès de la gamine par noyade, la dépouille a été acheminée au sein de la famille pour inhumation.

Cette situation interpelle davantage la responsabilité des parents quant à une vigilance accrue à l'égard des jeunes enfants, qui sont généralement exposés aux dangers, lorsqu'ils

échappent au contrôle des aînés. On a d'ailleurs encore en mémoire des cas d'enfants égarés, dont on a finalement découvert les corps dans un puits d'eau, dans un puisard, dans un congélateur, si ce n'est dans un champ, avec des parties du corps en manque.

Rosette Ombessack

Quotidien émergence

1^{er} Quotidien Bilingue Privé
au Cameroun

Disponible
dans vos Kiosques
Tous les Jours



- Une information de qualité
- Des analyses percutantes
- Un réseau d'abonnés
- Des bureaux dans les 10 régions
- Une imprimerie moderne

Lisez et faites Lire

Management of Cotonsport of Garoua has dissolved the technical team after poor performance and premature elimination from Caf Champions League

The management of Cotonsport of Garoua have dissolved the team that was in charge of recruiting players for the 2018/2019 Football season. The recruitment commission, which was led by the liaison officer and former head of the club's training center, Ousmanou Christophe has been chased away.

It is believed that the reason for the dissolution of the team is due to the poor quality of recruitment by the 5 man commission before the start of this Champions league campaign.

A club release published on Tuesday by the Club's marketing and communication Boss, Adamou Saliou read: "Having noted that the recruitment made by the former recruitment commission did not produce the expected results, the President of the Executive Board took the following steps before the start of the Champions League". Dissolution of the former recruitment commission led by the Liaison Officer and the former Head of the Training



Coton sport of Garoua

Center, has paved the way to the establishment of a new commission coordinated by the President of the Executive Board, Fernand Sadou himself and which takes into account all the components of the club. It is made up of

the coaches: Ebwele Bertin, Tchitouang, Djibrilla Alain, Abouna Abderaman, Board members: Souleymanou Hamidou, Maina Gilbert, Members of the Executive Board: Djibrilla Mamadou, Nouhou Moussa, Sali Dairou

and Adamou Saliou. So far, the new recruitment commission set up has already brought in 5 new players for future competitions. These new players are: Sibiri Sanou Arnaud (Burkina Faso), Aboubakar Konate

(Burkinabe) Beadom Maounde (Chadian), Deounda Masra Yannick (Chadian), Thuente Thierry (Cameroonian) and Djongdang Joel (Cameroonian).

By Amos Muang Nsah

The International Federation of Football History & Statistics (IFFHS) has this week released its 2018 classification of the best 80 Football Leagues around the world. Cameroon appears at the 10th position in Africa and 76th in the world

The ranking by German firm puts the Spanish La Liga at the first position, the English Premier League second and the Brazilian, Colombian and Italian leagues follow at the 2nd, 3rd, and 4th positions respectively.

In Africa, the Botola of Morocco has once again been named the best in Africa for the first time since 2011, it is closely followed by the Ligue 1 championship of Tunisia and the 3rd spot in 2018 belongs to biggest climbers in this year's classification, The super Ligue of the Democratic Republic of Congo.

Congo's Super League improved by 30 places in the recent IFFHS ranking.

The complete podium of African teams in 2018 by IFFHS appears as such;

- 1) Morocco (27th in the world with 511.5 points)
- 2) Tunisia (30th in the world with 499.5 points)
- 3) D.R.C (32nd in the world with 476.5 points)
- 4) Egypt (33rd in the world with 474.5 points)
- 5) Zambia (35th in the world with 441.5 points)
- 6) Sudan (45th in the world with 390 points)
- 7) Algeria (46th in world with 388.5 points)
- 8) South Africa (50th in the world with 376 points)
- 9) Angola (57th in the world with 351.5 points)
- 10) Cameroon (76th in the world with 273.5 points)
- 11) Nigeria (77th in the world with 271 points).

By Amos Muang Nsah



Cameroon Football League ranked 11th in Africa

RCA

Les délégations en route pour le grand dialogue national sous l'égide de l'UA

Les délégations de chefs de groupes armés mais aussi les représentants du gouvernement sont parties mardi 22 janvier de Centrafrique pour Khartoum où a lieu le 24 janvier l'ouverture du grand dialogue national centrafricain tant attendu, sous l'égide de l'Union africaine.

C'est l'effervescence devant le carré VIP de l'aéroport. Ils sont nombreux à avoir répondu au rendez-vous. Parmi eux, le chef du groupe armé RJ, Armel Sayo, qui assure de sa bonne volonté dans ce processus : « Notre disponibilité a été marquée déjà par l'adhésion à ce processus DDR. C'est ce qui se réaffirme maintenant par notre présence pour le forum de Khartoum. Le seul souhait que nous attendons nous le disons bien; au retour de ces assises, c'est que le vivre ensemble soit obtenu et qu'une voie de sortie définitive de crise soit scellée. »

Un processus entamé avec 14 groupes armés.

Ils ont rendu leurs revendications au panel de l'Union africaine en préalable à l'ouverture du dialogue.

Mais il existe encore des inconnues quant à la présence de certains leaders à Khartoum. Firmin Ngrebada, ministre d'Etat et directeur de cabinet du président Touadera : « Aujourd'hui, la démarche c'est de leur dire quelles sont les réponses que le président de la République apporte aux revendications exprimées par les groupes armés. Mais si certains groupes ne viennent pas, comment nous allons faire ? C'est ça la problématique. Donc notre vœu c'est que tous les groupes armés soient présents pour qu'ensemble nous puissions voir qu'est-ce qu'on peut faire



Le commandant Armel Sayo, chef du groupe armé RJ, à l'aéroport de Bangui M'Poko, avant son départ pour Khartoum, le 22 janvier 2019.

ensemble dans le cadre de la recherche de la paix, la réconciliation nationale chère au pays. »

Un dialogue national qui intervient alors qu'environ 80% du territoire est aujourd'hui aux mains des

groupes armés et que des incidents et des combats sont encore réguliers.

Source RFI Afrique

Tchad

Nouvelle grogne chez les étudiants à Ndjamen

Les étudiants tchadiens protestent contre la fermeture des inscriptions à l'université de Ndjamen pour l'année 2017-2018.

Jusqu'à-là, il était possible pour des étudiants de payer leurs frais d'inscription un an après la fin de l'année d'étude. Le rectorat a décidé de réduire ce délai et les étudiants qui n'avaient pas pu payer les frais d'inscription, notamment en raison de la coupe de leur bourse d'études décidée par le gouvernement dans le cadre des mesures d'austérité, se voient redoubler d'office.

Avec des affiches « non à une année blanche » dans les mains, une quarantaine d'étudiants ont protesté contre la clôture des inscriptions universitaires pour l'année 2017-2018.

Mathias DourangDebin, porte-parole de l'Union nationale des étudiants du Tchad (Unet) explique: «

C'est pour la toute première fois au Tchad que les inscriptions sont imposées aux étudiants. Brutalement, le conseil rectoral fait une note de service pour suspendre toutes les inscriptions. Et tous ces étudiants qui n'ont pas eu la possibilité de venir s'inscrire avant les délais butoirs verront les résultats systématiquement supprimés. Les étudiants sont des gens qui n'ont pas d'argent. Il faut que ces décisions s'adaptent à la réalité des étudiants ».

Le rectorat a reporté plusieurs fois la clôture des inscriptions pour permettre aux étudiants les plus défavorisés de s'inscrire. Pour MadjindayeYambaïdjé, secrétaire général de l'université de Ndjamen, la loi est claire : « Dès lors qu'un étudiant n'arrive pas à



Des élèves et étudiants tchadiens manifestent à N'Djamena en décembre 2016

s'inscrire, il n'est pas étudiant. Mais certaines facultés ont accepté que ces étudiants composent ce qui est anormal au regard de nos textes. Autrement

dit, leurs résultats, pour ceux qui les ont au titre de l'année 2017-2018, sont annulés ».

Selon le rectorat, près de 1 000 étudiants, sur les 12

000 que compte la capitale, n'ont finalement pas pu s'inscrire pour l'année universitaire passée.

Source RFI Afrique